

intrigues, et qu'il avait fait part au ministère de son appréhension des effets de cette concession sur la pêche et sur les colonies. La représentation, devant le traité de Paris, était peine perdue ; mais plus tard, quand on en vint à s'emparer de force de ces îles, on ne sut pas profiter des avertissements de Palliser au sujet des maux qui pourraient résulter de leur occupation par les Français.

Le 26 avril 1773, un de ces résultats fut signalé : l'existence d'un commerce de contrebande entre les deux îles et différents points de la côte, de Canso à la baie des Chaleurs. Nouvelle dénonciation le 21 juin 1774. Et l'on a continué ainsi de faire à ce propos des rapports, où l'on expose toute la difficulté, sinon l'impossibilité, de réprimer ce commerce interlope tant que les Français seraient en possession de Saint-Pierre et Miquelon.

Des premiers mouvements de révolte dans les colonies, en 1774, il est parlé assez légèrement. Legge, qui était alors gouverneur, écrivait à l'amiral Graves le 20 juillet, cette année-là, que les Américains n'avaient rien autre chose en vue que de formuler des "résolutions" impertinentes, qu'ils ne seraient jamais capables de mettre à exécution. Mais, avec le temps, les affaires prirent un aspect plus sérieux. Il fallut faire des préparatifs de défense ; les milices furent mises sous les armes, à quoi résistèrent quelques townships, et notamment Cumberland. Durant l'année 1774, à en juger d'après les documents, on ne prêta guère attention aux mouvements des colonies révoltées. Le 6 mars 1775, Legge rapporta que les résolutions du congrès tenu à Philadelphie, à l'effet de discontinuer les relations commerciales avec les provinces qui n'en adopteraient point les mesures, avaient été transmises au président de l'assemblée de la Nouvelle-Ecosse ; mais cette chambre n'en tint pas compte. Le 12 mai 1775, Legge mande que nombre de sujets du roi, ne pouvant plus sans danger demeurer dans la Nouvelle-Angleterre, s'en venaient dans la Nouvelle-Ecosse. C'étaient les précurseurs des *United Empire Loyalists*. Le 1<sup>er</sup> juillet, il reçut instruction de donner gratuitement des terres à ces réfugiés. Les habitants de la Nouvelle-Angleterre passaient maintenant de la défensive à l'offensive. Le 14 juillet, Gage informa les autorités que les choses, loin de s'améliorer, empiraient toujours ; qu'un état-major, composé de membres du congrès continental, avait rejoint les rebelles, avec, pour commandant en chef, Washington, de la Virginie ; que des corsaires avaient eu mission d'empêcher les envois de munitions de guerre et de bouche de parvenir à Boston. Legge, le 31 juillet, fit rapport que la plupart des habitants sur les frontières et à Annapolis, étaient venus de la Nouvelle-Angleterre ; qu'on ne pouvait donc guère compter sur eux ; qu'il y avait beaucoup de mécontents à Halifax, et que l'effectif de troupe était réduit à 36 hommes. Le 17 octobre, Legge rapporta avoir eu nouvelle que la situation était critique en Canada et que la Nouvelle-Ecosse était menacée d'une descente ; il proposa de lever des troupes pour défendre la province ; mais, heureusement, l'attaque fut détournée par les mouvements de la flotte de l'amiral Graves. Les plaintes contre le lieutenant-gouverneur Legge étaient alors si sérieuses et si générales, qu'il fut rappelé et remplacé par Arbutnot, qui se mit tout de suite en devoir de convoquer les milices. Que le soupçon sur la fidélité des habitants de Cumberland fût bien fondé, cela est hors de doute ; car ils se soulevèrent et attaquèrent le fort commandé par Goreham (dont le nom est orthographié tantôt Gorham, tantôt Goreham ; c'est cette dernière façon de l'écrire que lui-même paraît avoir adoptée). Le 26 novembre 1776, Massey transmit au secrétaire d'Etat un journal du siège du fort Cumberland. Nous avons cru bon de publier ce compte-